

**INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE
ÉCONOMIQUE DU BÉNIN
(INSAE)**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2016

RACHID AHMED MOUSTAPHA

Expert-comptable diplômé
Commissaire aux comptes
Cabinet situé à coté de l'hôtel « Petit Babo »
Maison de la garderie « Mon ange gardien »
derrière l'église St Michel de Cotonou
01 B.P. : 2823 Cotonou - Bénin
Téléphones : (229) 97 17 79 66
(229) 94 37 83 94
moustadmed@gmail.com / moustadmed@yahoo.fr

A

**Monsieur le
Président du Conseil d'Administration,**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décret 2016-209 du 04 avril 2016 pris en conseil des ministres, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- L'audit des états financiers de synthèse de l'INSAE tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- Les autres obligations légales et réglementaires.

I. AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Opinion avec réserves

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de l'INSAE, comprenant le bilan au 31 décembre 2016, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois, ainsi que l'Etat annexé.

A notre avis, à l'exception des limitations du point décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve(s) » de notre rapport, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables édictées par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière.

Fondement de l'opinion avec réserves

▪ Fiabilité du dispositif de contrôle interne

L'appréciation des rapports du commissaire aux comptes relatifs aux exercices précédents fait ressortir des recommandations liées aux faiblesses identifiées. La majorité desdites recommandations n'ont pas été mises en application. Par ailleurs, nos diligences effectuées au titre de l'exercice 2016 ont confirmé ces dysfonctionnements et appellent de notre part la reconduction et le suivi de celles-ci.

▪ Retard et défaut d'arrêts des états financiers de synthèse

La production et l'élaboration des états financiers ont connu un retard important d'au moins un an démontrant ainsi des insuffisances dans la tenue régulière de la comptabilité. En conséquence, l'arrêt des comptes par le Conseil d'Administration (CA) n'a pu se faire ni dans les délais réglementaires ni en régularisation.

RACHID AHMED MOUSTAPHA

Expert-comptable diplômé
Commissaire aux comptes
Cabinet situé à côté de l'hôtel « Petit Babo »
Maison de la garderie « Mon ange gardien »
derrière l'église St Michel de Cotonou
01 B.P. : 2823 Cotonou - Bénin
Téléphones : (229) 97 17 79 66
(229) 94 37 83 94
moustadmed@gmail.com / moustadmed@yahoo.fr

▪ Gestion des immobilisations

Les immobilisations de l'INSAE ont été comptabilisées pour un montant brut de FCFA 953 631 594. Elles représentent 53,37% du total bilan. La valorisation actuelle des immobilisations n'est pas de nature à nous permettre de fonder objectivement notre opinion. En effet, les cessions d'immobilisations (surtout les immobilisations réformées) ne sont pas mises à jour dans la comptabilité. Il existe donc un risque de surévaluation de la valeur inscrite au bilan dont nous ne pouvons apprécier l'impact financier.

▪ Le paiement de frais de subsistance

Prévu dans la convention collective en son art. 86, il est retenu et laissé à la discrétion du Directeur Général la fixation des frais de subsistance par bénéficiaire. Ces frais de motivation s'élèvent à FCFA 233 644 000 au titre de l'exercice 2016 et ont été perçus par les agents dans le cadre d'activités professionnelles. Nous n'avons pas obtenu l'exhaustivité des décisions/notes de services autorisant ces paiements.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique et de déontologie des experts-comptables et comptables agréés du Bénin et celles qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.

Responsabilités du Conseil d'Administration (CA) relatives aux états financiers annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables édictées par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière, ou tout autre référentiel applicable, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

RACHID AHMED MOUSTAPHA

Expert-comptable diplômé
Commissaire aux comptes
Cabinet situé à côté de l'hôtel « Petit Babo »
Maison de la garderie « Mon ange gardien »
derrière l'église St Michel de Cotonou
01 B.P. : 2823 Cotonou - Bénin
Téléphones : (229) 97 17 79 66
(229) 94 37 83 94
moustadmed@gmail.com / moustadmed@yahoo.fr

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de l'INSAE à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre l'Institut en cessation d'activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à l'INSAE.

Il incombe au CA de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de l'Institut.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

II. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, aux autres obligations légales et statutaires.

En application de l'article 716 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous vous signalons les irrégularités et inexactitudes que nous avons relevé au cours de nos travaux.

Nous avons noté :

certaines avantages sociaux tels que les primes de déplacement (FCFA 18 480 000) et de responsabilité (FCFA 31 845 000) qui ne sont pas comptabilisées dans les charges de personnel. Elles échappent au traitement des salaires contrairement aux dispositions du Code Général des impôts, Art. 51 qui dispose :

RACHID AHMED MOUSTAPHA

Expert-comptable diplômé
Commissaire aux comptes
Cabinet situé à coté de l'hôtel « Petit Babo »
Maison de la garderie « Mon ange gardien »
derrière l'église St Michel de Cotonou
01 B.P. : 2823 Cotonou - Bénin
Téléphones : (229) 97 17 79 66
(229) 94 37 83 94
moustadmed@gmail.com / moustadmed@yahoo.fr

« le salaire mensuel imposable inclut les montants bruts des traitements, émoluments, salaires, pécules, gratifications, rétributions des heures supplémentaires, avantages professionnels en argent ou en nature et indemnités de toute sorte, y compris les indemnités de transport. »

le non-respect des différentes dates d'échéances et d'approbation du budget par le Conseil d'Administration (15 octobre de l'exercice en cours (N) pour le budget de l'exercice à venir (N+1)) et de dépôt au Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) des états financiers de fin d'exercice 2016 (15 avril de l'exercice suivant celui sur lequel ont porté nos travaux).

l'absence de décisions du Conseil d'Administration (CA) relatives au projet de budget exercice 2016 de l'INSAE en sa session ordinaire du 28 janvier 2016. Idem pour l'arrêté des comptes clos au 31 décembre 2016.

Fait à Cotonou, le 6 mars 2018



Rachid Ahmed MOUSTAPHA
Commissaire aux Comptes
Expert-comptable diplômé